



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°BCTE/2024- 146 du 12 NOVEMBRE 2024  
PORTANT AUTORISATION DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT  
DE CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DU SUD-EST (CMSE)  
À CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DU GRAND OUEST (CMGO),  
POUR LES CARRIÈRES SITUÉES À YSSINGEAUX, SAINT-JUST-MALMONT,  
LE BRIGNON, CAYRES, GRENIER-MONTGON ET ESPALEM**

**Le Préfet de la Haute-Loire,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** les titres 1er et 4 des parties législatives et réglementaires du livre V du Code de l'Environnement et notamment l'article R.516-1 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy en Velay ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2024-09 en date du 19 février 2024 portant délégation de signature à Madame Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° BCTE/2022-111 du 29 septembre 2022 autorisant l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes situées aux lieux-dits « La Peyrouse, La Champ et Hobespie » sur le territoire de la commune du Brignon ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° D2 B1-2009/82 du 10 mars 2009 modifié autorisant l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes situées aux lieux-dits « Le Rochin, Les Sagnes, Le Suc de Fiau et Le Bois d'état » sur le territoire de la commune de Saint-Just-Malmont ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BCTE/2023-19 du 30 janvier 2023 autorisant l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes situées au lieu-dit « Le Rachas » sur le territoire de la commune de Cayres ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BCTE/2019-17 du 7 février 2019 autorisant l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes situées aux lieux-dits « Blanchon, le blanchon, Les Peignateires, Lac Lant, Lac Citrou, Banichou, La Graveyre et Saint-Esprit » sur le territoire des communes de Grenier-Montgon et d'Espalem ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° D2B1/2005-332 du 25 juillet 2005 modifié autorisant

l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes situées au lieu-dit « Les Barrys » sur le territoire de la commune d'Yssingeaux ;

**VU** la demande transmise le 13 septembre 2024 et complétée le 20 septembre 2024 par la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST (CMGO) sollicitant l'autorisation de lui transférer depuis la société CARRIERES ET MATERIAUX DU SUD EST (CMSE), l'autorisation d'exploiter les carrières précitées situées sur les communes d'Yssingeaux, de Saint-Just-Malmont, de Cayres, d'Espalem, de Grenier-Montgon et du Brignon ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 24 septembre 2024 ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 18 octobre, par courriel, et le 23 octobre 2024, par lettre recommandée, à la connaissance du demandeur ;

**VU** les observations du demandeur, transmises par courriel du 21 octobre 2024 sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que tout changement d'exploitant d'une carrière est soumis à autorisation préfectorale et doit être déclaré au préfet ;

**CONSIDÉRANT** que la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST (CMGO) dispose des capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation de carrières situées sur le territoire des communes d'Yssingeaux, de Saint-Just-Malmont, de Cayres, d'Espalem, de Grenier-Montgon et du Brignon ;

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire :

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. Changement d'exploitant**

La société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST (CMGO) se substitue à la société CARRIERES ET MATERIAUX DU SUD EST (CMSE) dans l'intégralité des droits et obligations rattachés à l'autorisation d'exploiter les carrières suivantes :

- Lieux-dits « La Peyrouse, La Champ et Hobespie » sur le territoire de la commune du Brignon, autorisée par arrêté préfectoral n° BCTE/2022-111 du 29 septembre 2022 ;
- Lieu-dit « Le Rachas » sur le territoire de la commune de Cayres, autorisée par arrêté préfectoral n° BCTE/2023-19 du 30 janvier 2023 ;
- Lieux-dits « Le Rochin, Les Sagnes, Le Suc de Fiau et le Bois d'état », sur le territoire de la commune de Saint-Just-Malmont, autorisée par arrêté préfectoral n°D2B1/2009-82 du 10 mars 2009 ;
- Lieux-dits « Blanchon, le blanchon, Les Peignateires, Lac Lant, Lac Citrou, Banichou, La Graveyre et Saint-Esprit » sur le territoire des communes d'Espalem et de Grenier-Montgon, autorisée par arrêté préfectoral n° BCTE/2019-17 du 7 février 2019 ;
- Lieu-dit « Les Barrys », sur le territoire de la commune d'Yssingeaux, autorisée par arrêté préfectoral n° D2B1/2005-332 du 25 juillet 2005.

**Cet arrêté prendra effet à compter du 31 décembre 2024.**

### **ARTICLE 2. Délais et voies de recours**

En application de l'article L 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (R 181-51 du code de l'environnement).

**ARTICLE 3. Publicité**

Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies d'Yssingeaux, de Saint-Just-Malmont, de Cayres, d'Espalem, de Grenier-Montgon et du Brignon pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

**ARTICLE 4. Notification**

La Secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes, les maires d'Yssingeaux, de Saint-Just-Malmont, de Cayres, d'Espalem, de Grenier-Montgon et du Brignon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CMGO.

Le Puy en Velay, le 12 novembre 2024

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire générale,

  
Nathalie CENCIC